



Évènements en 2019

Impact du réchauffement climatique

La presse a relaté en 2019, de nombreux témoignages sur les conséquences du réchauffement climatique.

- Mai : *Les villages d'Alaska inexorablement rongés par le changement climatique*¹
- Juillet : *En Alaska, il fait plus de 30°C, comme au Texas*²
- Juillet : *Le sud de l'Alaska subit l'impact du réchauffement climatique*³
- Octobre : *Un petit village d'Alaska contraint de déménager à cause de la fonte du pergélisol.*⁴
- Octobre : *Des sites archéologiques d'Alaska menacés par le changement climatique*⁵

Impact des industries extractives

- **Arctic National Wilderness Refuge (ANWR)**



- Le 13 septembre 2019, faisant suite à l'annonce par le Président Trump de l'ouverture de la plaine côtière de 1,6 million d'acres de l'ANWR à l'exploration pétrolière et gazière, le BLM - *Bureau of Land Management* a publié sa Déclaration finale d'impact environnemental pour le projet et a déclaré qu'il avait l'intention de commencer à accorder des baux d'ici la fin de l'année 2019.

Le BLM estime que le pétrole extrait et brûlé de la région pourrait émettre l'équivalent entre 0,7 million et 5 millions de tonnes métriques de dioxyde de carbone dans l'atmosphère chaque année ce qui équivaldrait à environ un million de voitures supplémentaires sur la route chaque année.

Lors de l'examen du projet de Déclaration d'impact, le *US Fish and Wildlife Service* a déclaré que le BLM avait sous-estimé les impacts climatiques des concessions pétrolières.

Certaines parties de la déclaration finale du BLM suggèrent - contrairement aux preuves« *que le réchauffement rapide actuel de la terre est cyclique plutôt que d'origine humaine* ».

Le directeur exécutif de l'*Alaska Wilderness League* (AWL), Adam Kolton, a déclaré que :

« Sans surprise, l'administration, en vue de développer l'intégralité de la fragile plaine côtière, a fait fi de la science, faisant taire les oppositions au projet et a exclu des communautés autochtones entières». ⁶.

- Du 29 mars au 8 avril 2019, le *Yale Program on Climate change* - YPCC et le *George Mason University Center* ont interrogé un panel en ligne représentatif d'adultes américains (18 ans et plus, N = 1291; dont 1097 électeurs inscrits). Cette enquête a constaté que deux électeurs sur trois (67%) s'opposent au forage pétrolier dans l'ANWR pour 33% qui l'approuve. De plus, la majorité des démocrates (81%) et des indépendants (64%) et la moitié des républicains (50%) s'opposent au forage dans l'ANWR. Seuls 17% des républicains «soutiennent fortement» la politique.⁷

- **Mine Pebble**



La mine Pebble est un projet minier controversé^{8,9,10} mené en partie par la Compagnie Anglo-American. Il vise l'extraction à terme de larges quantités de cuivre, d'or et de molybdène depuis la région de la baie de Bristol située au sud-ouest de l'Alaska, près des lacs Iliamna et Clarck. En 2013, après avoir investi 580 millions USD sur 6 ans avec son partenaire canadien Northern Dynasty Minerals (NAK) dans le projet le groupe Anglo- American s'est retiré du projet.

- Le 18 avril 2019, le gouvernement de l'Alaska, a nommé Jason Brune comme nouveau Commissaire de l'*Alaska Department of Environmental Conservation*. Un ancien officier des affaires publiques qui soutien le projet Pebble. La première priorité de J. Brune, sous le gouverneur Dunleavy, sera de réduire les réglementations environnementales.

- En novembre 2018, Mike Dunleavy, un républicain, a été élu gouverneur de l'Alaska et a déclaré que l'Alaska était «ouvert aux affaires». En conséquence, le projet Pebble a été relancé. M. Dunleavy a alors organisé des assemblées publiques orchestrées par *Americans for Prosperity*, le *Think tank* des frères Koch. Par ailleurs, *Competitive Enterprise Institute* – CEI, une organisation de droite a fait pression sur l'EPA (*Environmental Protection Agency*) afin qu'elle minimise, sinon ignore la position du *Bristol Bay Watershed Assessment*, qui, selon l'organisation de conservation du saumon basée en Alaska, *Inletkeeper*, « a réalisé un examen rigoureux du projet pour constater qu'une mine comme Pebble présente des risques importants pour le poisson, l'eau et les gens de Bristol Bay».

Le CEI a préféré le projet d'Étude d'impact environnemental réalisée par le Corps du génie de l'armée, qui selon *Inletkeeper* «est une évaluation incomplète, superficielle et biaisée de la mine».

En fin de compte», écrit *Inletkeeper*, «*Les frères Koch - et leurs groupes extrémistes de façade en Alaska - ont un objectif unificateur: prendre nos riches ressources publiques qui profitent à beaucoup et les convertir en comptes bancaires privés qui profitent à quelques-uns. Et laissez le breuvage toxique pour moi et vous*».

Territoires autochtones

- En 1971 l'*Alaska Native Claims Settlement Act* – ANCSA a été promulguée par le président Nixon et a abrogé toutes les revendications territoriales des autochtones. En retour, les autochtones ont reçu jusqu'à 44 millions d'acres (180 000 km²) de terres et ont reçus 963 millions de dollars. La terre et l'argent devaient être répartis entre les sociétés tribales régionales, urbaines et villageoises établies en vertu de l'ANCSA, reconnaissant souvent les leaderships existants.

L'ANCSA a créé douze Sociétés de développement économique régional autochtones (*Native regional economic development Corporations*). Chaque Corporation était associée à une région spécifique de l'Alaska et aux autochtones qui y vivaient traditionnellement.

- En décembre 2013, la *Indian Law and Order Commission* présenta officiellement son rapport, «*A Roadmap for Making Native America Safer*». Pour le Président de la commission, la sécurité publique dans les régions rurales d'Alaska est une honte nationale. Il critiqua particulièrement l'opposition de l'Alaska à une plus grande souveraineté pour ses villages autochtones. Contrairement aux réserves amérindiennes des États-Unis, la Loi sur le règlement des revendications des Autochtones d'Alaska (ANCSA) de 1971, ne reconnaît pas leur souveraineté.

Selon un extrait du rapport: *Les 75 villages autochtones d'Alaska qui n'ont pas de service d'application des lois, sont confrontés au sentiment qui prévaut dans l'état, et que les commissaires ont souvent entendu exprimé par les dirigeants de l'état et les autorités fédérales, qu'ils « feraient mieux de déménager ». En d'autres termes, les commissaires se sont entendus dire que de nombreux Autochtones d'Alaska devraient aller s'installer dans des centres plus importants, semi urbains, qui disposent de forces de police, de tribunaux, de services d'aide aux victimes et aux délinquants. Pour les communautés déjà soumises au stress du développement de l'exploitation des ressources naturelles, du changement climatique, de la concurrence pour les moyens de subsistance, du prix de la nourriture et du combustible, de l'insalubrité des logements, et de conditions d'hygiène précaires, la relative insensibilité de cette attitude pourrait être la goutte d'eau qui mènera à la dissolution des villages et à l'abandon de modes de vies forgés dans le creuset de l'Arctique il y a des milliers d'années. Certes, l'évolution des cultures est inévitable, mais elle devrait résulter du choix des communautés, et non être imposée par une politique coloniale*¹¹.

- En décembre 2014, le Bureau Fédéral des Affaires Indiennes BIA a annoncé un changement de réglementation, qui autorise le Ministre fédéral de l'Intérieur à acheter des terres, qu'il garderait en *fidéicommis* pour des Autochtones et des tribus d'Alaska. Auparavant, ce n'était possible que pour la communauté des Indiens Metlakatla. Prendre des terres en *fidéicommis* signifie que le gouvernement fédéral détient les titres de propriété en tant que mandataire pour les Autochtones. Bien que le *fidéicommis* donne au gouvernement fédéral un pouvoir de décision sur la terre, il la soustrait à la compétence de la juridiction et de la souveraineté de l'Etat d'Alaska. En Alaska, la loi de 1974 sur le règlement des revendications autochtones (*Alaska Native Claims Settlement Act* – ANCSA) a constitué les tribus indiennes en Corporations dépourvues de territoires protégés. La nouvelle réglementation de mise en *fidéicommis* permet une extension de

la souveraineté, de la fiscalité et de la juridiction autochtones. C'est une décision historique qui fait suite à une recommandations de la *Indian Law and Order Commission* qui a mis en lumière le manque choquant et catastrophique de sécurité dans les communautés autochtones d'Alaska (voir *Le monde autochtone 2014*).¹²

Notes et références

1. https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/les-villages-d-alaska-inexorablement-ronges-par-le-changement-climatique_133382
2. <http://www.leparisien.fr/societe/en-alaska-il-fait-plus-de-30-c-comme-au-texas-05-07-2019-8110125.php>
3. <https://www.goodplanet.info/2019/07/08/le-sud-de-lalaska-subit-limpact-du-rechauffement-climatique/>
4. <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/2019/10/un-petit-village-dalaska-contraint-de-demenager-cause-de-la-fonte-du-pergelisol>
5. https://www.lepoint.fr/monde/des-sites-archeologiques-d-alaska-menaces-par-le-changement-climatique-04-05-2019-2310805_24.php
6. The Guardian Emily Holden in *Washington* Friday 13 Sep 2019 00.41 BST
7. <https://climatecommunication.yale.edu/publications/americans-oppose-drilling-arctic-national-wildlife-refuge-2019/> Renewable Resources Coalition, « Renewable Resources Coalition Home »
8. Bristol Bay Native Association, « A resolution opposing all large-scale mining in the Bristol Bay region »
9. Nunumta Aulukestai, « Nunumta Aulukestai » [
10. Indian Law and Order Commission. 2013. A Roadmap for Making Native America Safer.
11. <http://www.aisc.ucla.edu/iloc/report/index.html>
12. <http://www.gitpa.org/web/ETATS%20UNIS%20%20STRIGGLERPK.pdf>

Patrick Kulesza, est président exécutif du GITPA www.gitpa.org